

**Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique
Programme de Développement d'Urgence (PDU)
Cellule Inter Consortia Mali-Mauritanie**



Financé par l'Union européenne

**STRATEGIE DE PLAIDOYER ET DE
COMMUNICATION**



Mai 2021

Table des matières

I-	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
II-	APERÇU DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT D'URGENCE (PDU).....	4
III-	DIAGNOSTIC DE LA COMMUNICATION ET DES BESOINS DE PLAIDOYER	6
3.1.	Forces et faiblesses du Programme.....	6
3.2.	Opportunités et Menaces	7
IV-	ORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	8
4.1.	Objectifs de plaidoyer.....	8
4.2.	Objectifs de communication	9
4.3.	Cibles.....	9
4.3.1.	Cibles primaires	9
4.3.2.	Cibles secondaires	9
V-	STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE PLAIDOYER ET DE COMMUNICATION.....	10
5.1.	Volet plaidoyer	10
5.1.1.	Approches.....	10
5.1.2.	Messages.....	11
5.2.	Volet communication.....	12
5.2.1.	Approches.....	12
5.2.2.	Canaux et supports	13
VI-	ACTIVITES DE COMMUNICATION ET DE PLAIDOYER	14
6.1.	Activités de Plaidoyer	14
6.2.	Activités de Communication	15
VII-	FINANCEMENT	16
VIII-	PLAN OPERATIONNEL	16
8.1.	Composante plaidoyer.....	16
8.2.	Composante communication	18
IX-	SUIVI ET EVALUATION.....	20
9.1.	Indicateur de performance de la composante Plaidoyer.....	20
9.2.	Indicateur de performance de la Composante Communication	21

SIGLES & ABRÉVIATIONS

ACF : Action Contre la Faim

ACOR : Alliance pour la cohésion sociale et la Résilience

CECOGEC : Centre de Coordination et Gestion des Crises

CFA : Communauté Financière Africaine

CH : Cadre Harmonisé

CIC : Cellule Inter Consortia

CMCoord : Coordination Civilo-Militaire

CREDD : Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable

DNPSES : Direction Nationale Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

DRPSES : Direction Régionale de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

FFOM : Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces

FSMS : Food Security Monitoring System

HCR : Haut-Commissariat aux Réfugiés

HEA : Household Economy Approach

HI : Humanité & Inclusion

IC : Inter Consortia

INSO : International NGO Safety Organisation

IRC : International Rescue Committee

MAG : Malnutrition Aigüe Globale

MAS : Malnutrition Aigüe Sévère

OCHA : Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PARIC : Programme d'Appui à la Résilience et à l'Inclusion des Communautés

PDU : Programme de Développement d'Urgence

PMT : Proxy Means Test

PRH : Plan de Réponse Humanitaire

PROGRESS : Programme de résilience et de cohésion sociale au Sahel

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

RECOLG : Résilience et cohésion sociale des communautés transfrontalières du Liptako
Gourma

RSU : Registre Social Unifié

SCS : Stratégie de cohésion sociale

TV : Télévision

UE : Union Européenne

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

En 2021, le contexte humanitaire au Mali est caractérisé, par les conflits inter et intracommunautaires, l'activisme des groupes armés non étatiques (GANE), la criminalité et le banditisme. La pose des Engins Explosifs Improvisés (EEI), la destruction des infrastructures de communication, des ponts sont devenus des modes opératoires privilégiés contre les forces régulières. Ce mode opératoire empêche aussi les populations affectées d'accéder à leurs moyens de subsistance et aux services sociaux de base, mais aussi l'acheminement de l'assistance humanitaire.

Dans la région de Mopti, les Agences Fonds et Programmes des Nations Unies (AFPs/ONU) affirment qu'ils ont été confrontés à des contraintes d'accès élevées dans 75% des communes de la région sur la période de septembre à décembre 2020, 43% en ce qui concerne ONGs internationales et 37% pour les ONGs nationales.

Malgré une légère baisse, du nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère et plus (phase 3 à 5 du Cadre Harmonisé) à 957 251 personnes contre 1 117 001 en 2021, le nombre de personnes dans le besoin du secteur s'élève à 2,2 millions contre 2,3 millions en 2020.- Les besoins en renforcement des moyens d'existence quant à eux ont accru avec 1 250 000 personnes en plus en 2021.

En nutrition 161 210 enfants (78 910 filles et 82 300 garçons) sont en état de malnutrition aiguë sévère (MAS), 207 382 enfants (101 500 filles et 105 882 garçons) et 20 065 (FEFA) en état de malnutrition aiguë modérée (MAM). Cette situation fait qu'environ 726 214 correspond à 371 810 enfants (181,739 filles et 189 875 garçons) de 6 à 23 mois et 354 404 FEFA, dont 10% d'enfants et 15% des FEFA en situation de handicap ont besoin d'aide.

Selon les statistiques nationales de l'Institut National de Santé Publique (INSP), en décembre 2020, le Mali comptabilisait un total de 6 191 cas confirmés de COVID-19 dont 222 décès et 3 889 guéris. Le secteur de la santé est confronté à d'autres urgences sanitaires et épidémiologiques, dont les principales sont la fièvre hémorragique de Crimée Congo (FHCC), le paludisme et les épidémies. L'ensemble de ces problèmes sanitaires affecte 4,4 millions de personnes à l'échelle nationale. Les personnes en situation de handicap et celles souffrant de maladies non transmissibles sont les plus exposées ; ce qui accroît leur vulnérabilité aux chocs.

En 2021 les besoins en protection globale sont repartis comme suit : protection générale (2 193 612) ; protection de l'enfance (1 274 966), violences basées sur le Genre (1 500 768) ; lutte Humanitaire Anti Mine (1 145 104).

Pour ce qui concerne l'accès à l'eau et à l'assainissement, 1 671 102 ont peu ou pas accès à l'eau, 2 074 526 personnes à l'assainissement d'urgence et 1 557 575 ont besoin de matériels et de renforcement de leurs pratiques en matière d'hygiène.

Le secteur de l'éducation est particulièrement touché. En novembre 2020, un total de 1 344 écoles étaient fermées affectant 403 000 enfants en âge scolaire et 8 000 enseignants.

Les aléas climatiques (sécheresse, inondation) sont aussi des facteurs moins négligeables dans le contexte du Mali.

L'effet combiné de ces chocs qui se superposent affectent désormais 11 711 652 de personnes, ce qui correspond à plus de 57,1% de la population du Mali.

Comme résultante de tous ces aléas, plus de 5 917 269 millions de personnes sont dans le besoin d'assistance humanitaire en 2021.

L'augmentation de la population dans le besoin est principalement liée à l'aggravation de l'insécurité alimentaire et à l'accroissement des conflits intercommunautaires surtout dans le nord et le centre du pays.

La faible présence de l'Etat malien depuis la crise politique et sécuritaire de 2012 et les difficultés de mise en œuvre de l'accord de paix d'Alger de 2015 aggravent l'instabilité de cette région transfrontalière (Mali, Burkina-Faso, Niger et Mauritanie). Dans ce contexte de vulnérabilité, on note une hausse des tensions communautaires et un besoin criard d'appui à la coexistence pacifique et à la réduction de la conflictualité.

Aussi, le Registre Social Unifié (RSU) qui a pour vocation de prendre en charge ces personnes vulnérables après les actions de premières urgences ne couvre malheureusement pas la totalité du pays.

L'ensemble de ces défis constituent une préoccupation pour toute la communauté humanitaire et nécessite des actions de communication et de plaidoyer spécifiques et coordonnées.

C'est dans cette optique que les Organisation Non Gouvernementale (ONG) membres de l'inter consortia du Programme de Développement d'Urgence (PDU) estiment nécessaire l'élaboration d'une stratégie commune de communication et de plaidoyer.

II- APERÇU DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT D'URGENCE (PDU)

Le PDU est un programme de 4 ans (2020-2023) financé par l'Union Européenne (UE). La mise en œuvre au Mali est assurée par 17 Organisations à travers quatre consortia composés chacun d'ONG nationales et internationales :

- ❖ **Consortium Alliance pour la cohésion sociale et la Résilience (ACOR)** dont le lead est assuré par **Humanité & Inclusion(HI)**. Il intervient dans les communes de Léré, Youwarou et Nampala au Mali et la commune de Fassala en Mauritanie ;
- ❖ **Consortium Résilience et cohésion sociale des communautés transfrontalières du Liptako Gourma (RECOLG)** coordonné par **Save the Children** intervenant dans les communes de Ouatagouna, Tin Hama tous dans le cercle d'Ansongo région de Gao ;
- ❖ **Le consortium Programme de résilience et de cohésion sociale au Sahel (PROGRESS)**. Il intervient dans six communes de la région de Mopti à savoir les communes de Koro, Bondo, Dioungani, Dinangourou, Yoro, Dougouténé¹ dans le cercle de Koro, la commune de Tessit dans le cercle d'Ansongo et la commune de

N'Tillit dans le cercle de Gao. Dans la région de Ménaka, PROGRESS intervient dans la commune d'Anderamboukane dans le cercle d' Anderamboukane. Le lead de ce consortium est assuré par **Action Contre la Faim (ACF)** ;

- ❖ **Le consortium Programme d'Appui à la Résilience et à l'Inclusion des Communautés (PARIC)** dont le lead est assuré par International Rescue Committee (IRC) intervient dans les communes de Hairé, Mondoro, Hombori dans le cercle de Douentza région de Mopti.

Ces organisations partagent les expériences, les approches, les bonnes pratiques, plaident et communiquent ensemble sur des sujets d'intérêt commun au sein d'une cellule dénommée Cellule Inter Consortia (CIC). Celle-ci coordonne les activités des consortia en termes de compilation des données sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PDU, de capitalisation, de communication/plaidoyer et de formation. Le but est de contribuer à renforcer la résilience et la cohésion sociale des communautés dans les régions les plus fragiles du Mali et de la Mauritanie. La cellule inter consortia devrait de cet fait s'assurer que les apports du PDU aux politiques nationales de résilience et de cohésion sociale soient renforcés, harmonisés et reconnus de toutes les parties prenantes. Il s'agit de faire en sorte que :

- La représentativité du PDU et des recommandations sur les modalités de mise en œuvre des politiques liées à la résilience et à la cohésion sociale soient proposées.
- Des outils de monitoring soient mis en place afin de renforcer les synergies entre les consortia et de faciliter une coordination dans les interventions des organisations membres du PDU.
- La qualité et l'harmonisation des interventions soient renforcées au travers de mécanismes de partage et de formations humanitaires tant au niveau national qu'au niveau international.

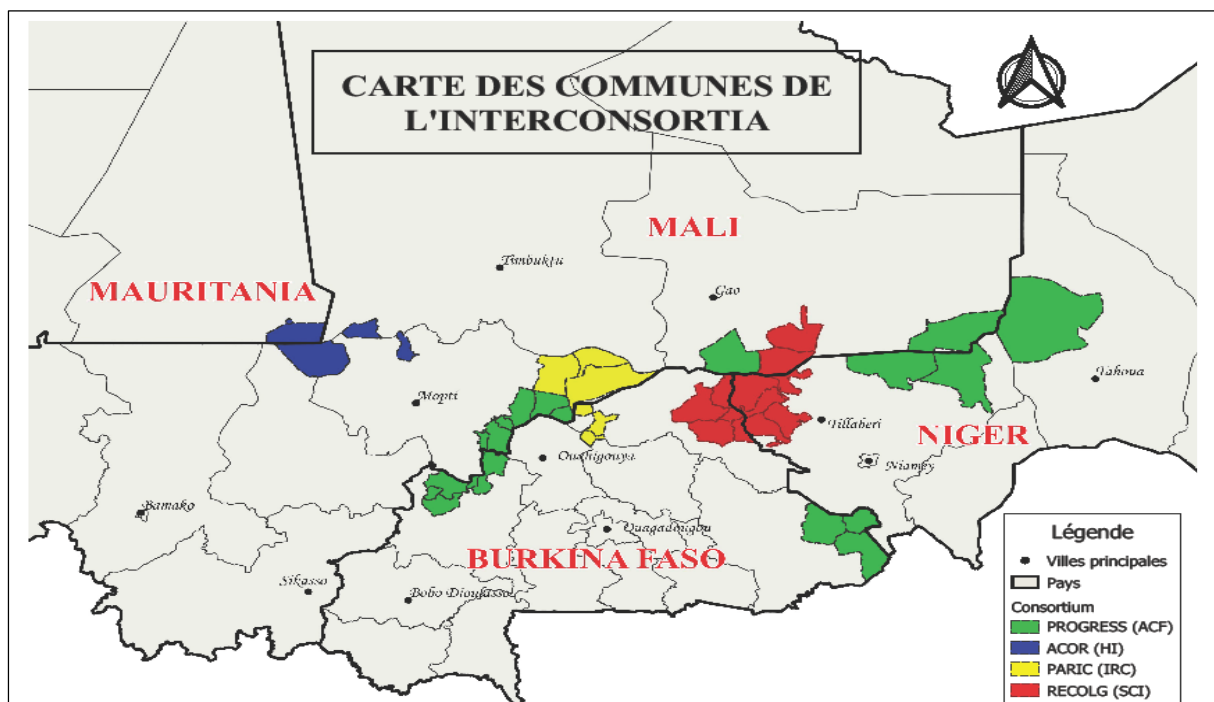


Image 1: Carte des communes d'intervention de l'Inter consortia

III- DIAGNOSTIC DE LA COMMUNICATION ET DES BESOINS DE PLAIDOYER

A l'issu d'un diagnostic interne et externe, des problèmes de communication et de plaidoyer ont été identifiés :

- Limitation/Entrave de l'accès humanitaire ;
- Insuffisance des mécanismes de protection sociale ;
- Absence de politique et stratégie de cohésion, de prévention et de gestion des conflits ;
- Insuffisance d'accès aux services sociaux de bases ;
- Faible perception des communautés et des acteurs du lien entre les conflits, paix, sécurité et l'accès aux Services Sociaux de Base ;
- Présence limitée des autorités communales et des services techniques ;
- Insuffisance de Coordination et Apprentissage.

Aussi, pour mieux nourrir les actions de communication et de plaidoyer, une analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) a été conduite.

3.1. Forces et faiblesses du Programme

Tableau 1: Forces et faiblesses du Programme

Forces	Faiblesses
▪ Réseautage des organisations membres de l'inter consortia PDU ▪ Disponibilité des ressources humaines qualifiées (référénts sécurité et communication/plaidoyer expérimentés au sein des ONG membres de l'inter consortia) ▪ Maitrise des zones d'interventions par les acteurs de mise en œuvre du PDU ▪ La capacité d'adaptation/développement des stratégies alternatives des ONG sur le terrain ▪ Disponibilité d'expertise en matière de la protection sociale au sein des ONG ▪ Collaboration avec les services techniques en charge de la protection sociale et autres acteurs ▪ Disponibilité d'évidence pour les plaidoyers au sein des ONG (Existence de données et rapports d'Etude)	• Insuffisance de coordination, communication et de partage de données sécuritaires entre les acteurs humanitaires • Absence d'identité commune pour les membres de l'inter consortia • Insuffisance d'outils de suivi et de veille Humanitaire • Insuffisance de coordination entre les acteurs (non partage des listes de bénéficiaires...) • Faible connaissance du Registre Social Unifié (RSU) • Faible participation aux clusters et insuffisance dans le suivi des recommandations des Clusters • Expertise limitée en matière de cohésion sociale • Faible appropriation des principes humanitaires • Faible appropriation et actualisation des données sur l'accès humanitaire

Forces	Faiblesses
▪ Existence d'expertise en matière de cohésion sociale dans certaines structures (consortia PDU) ▪ Capacité de mobilisation de ressources (financières, humaines, matériels) ▪ Existence d'expertise technique en matière de plaidoyer et de communication ▪ Existence de projets de construction/ réhabilitation des infrastructures sociaux de base dans les projets des consortia ▪ Disponibilité de plans de communication chez certains consortia	Insuffisance de suivi de la fonctionnalité des infrastructures sociaux de base réalisées

3.2. Opportunités et Menaces

Tableau 2: Opportunités et Menaces

Opportunités	Menaces
➤ Existence des cadres normatifs, législatifs nationaux et internationaux en matière d'accès humanitaire ➤ Existence de cadre de concertation sur l'accès humanitaire (Coordination Civilo-Militaire (CMCoord), INSO, Clusters, sous Clusters ...) ➤ La célébration de la journée internationale de l'action humanitaire 19 Aout ➤ Existence du Registre Social Unifié ➤ Opérationnalisation de la nouvelle nomenclature budgétaire pour plus de réalisation par les communes en faveur de l'accès aux services sociaux de base ➤ Existence des groupes thématiques au sein du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD)	• Persistance de l'insécurité dans les zones d'intervention du PDU • Abandon des communautés à elles-mêmes dans certaines localités du Mali • Chronicité de la vulnérabilité/pauvreté • Insuffisance dans le respect des droits fondamentaux de la personne • Insuffisance de visibilité du rôle et de leadership de l'Etat dans la coordination • Sensibilité de la thématique sécuritaire (retour des services techniques de l'état dans les zones d'insécurité) • Non effectivité du respect de certains textes et conventions ratifiés par le pays en matière

Opportunités	Menaces
➤ Existence du Centre de Coordination et Gestion des Crises (CECOGEC) ➤ La célébration annuelle du mois de la solidarité (Octobre) ➤ La célébration des journées sur des thématiques (femmes, enfants, alimentation...) ➤ Existence d'un département ministérielle en charge de la cohésion sociale ➤ Existence d'un comité de rédaction d'une stratégie nationale de cohésion sociale ➤ Existence des directions et services centraux régionaux en charge des services sociaux de base ➤ Existence des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) (Coopérations bilatérales et multilatérales) ➤ Existence des canaux de communication (réseaux traditionnels, médias, réseaux sociaux...) ➤ Intérêt croissant des Partenaires Techniques et Financier pour le Plaidoyer et la communication	droit humain (alimentation, santé, protection etc.) • Multiplicité voire les divergences des approches en matière de cohésion sociale

IV- ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Au regard des problèmes identifiés et de l'analyse FFOM la stratégie de communication et de plaidoyer s'articulera autour de :

- La facilitation de l'accès aux services sociaux de base ;
- L'accès aux bénéficiaires ;
- La disponibilité et de l'opérationnalisation des mécanismes et autres documents en lien avec la cohésion sociale.

Un focus particulier sera mis sur les actions du PDU afin de rendre visible ses apports dans les politiques nationales en matière de résilience et de cohésion sociale. Ceci pour contribuer au renforcement, à l'harmonisation et à la vulgarisation des politiques nationales de résilience et de cohésion sociale à travers des actions de plaidoyer et de communication.

4.1. Objectifs de plaidoyer

- D'ici fin 2024, le gouvernement et les acteurs humanitaires entreprendront davantage d'initiatives d'amélioration de l'accès humanitaire dans les zones d'intervention des consortia.

- D'ici fin 2024, au moins 80% des ménages ciblés avec la méthode « Household Economy Approach» par les consortia (HEA) seront pris en compte dans le RSU.
- D'ici fin 2024, le gouvernement du Mali élabore et diffuse un plan stratégique national de renforcement de la cohésion sociale et la promotion du dialogue dans la résolution des conflits ;
- D'ici 2024, le gouvernement du Mali entreprendra des actions pour faciliter le retour progressif des Autorités communales et les services techniques

4.2. Objectifs de communication

- D'ici 2024 l'intérêt de la communauté nationale, internationale y compris les médias sont accrus autour de la problématique liée à l'accès des populations vulnérables à l'aide humanitaire au niveau des zones d'intervention du PDU ;
- D'ici 2024 des actions d'information et de sensibilisation à l'endroit des populations, des acteurs humanitaires, y compris des parties prenantes aux conflits améliorent l'accès à l'aide humanitaire des populations vulnérables vivant dans les zones du programme ;
- D'ici 2024, les populations sont bien informées sur les apports du PDU aux politiques nationales de résilience et de cohésion sociale ;
- D'ici 2024, les apports du PDU aux politiques nationales de résilience et de cohésion sociale et les effets/impacts des actions menées sont connues des partenaires extérieurs et du grand public.

4.3. Cibles

Les cibles seront de deux ordres :

- Les primaires seront les personnalités avec une forte notoriété, des pouvoirs de décision et une volonté forte pour assurer les changements
- Les cibles secondaires qui seront nos alliés pour atteindre nos cibles ou pour porter nos messages et actions de plaidoyer.

4.3.1. Cibles primaires

- Relativement à la facilitation du retour des autorités communales et les services techniques, la cible primaire est le ministère de l'administration territoriale.
- Le Ministère en charge de la Santé et du Développement social est la cible primaire pour les questions de l'intégration des ménages pauvres dans le RSU et l'accès humanitaires.
- Le Ministère en charge de la réconciliation et de la cohésion sociale est notre cible primaire pour des questions de cohésion sociale.

4.3.2. Cibles secondaires

Elles regroupent l'ensemble des acteurs qui interviennent dans le secteur de la résilience de la cohésion sociale. Ce sont :

- **La population malienne y compris les communautés affectées** : afin de respecter le principe de la redevabilité les membres de l'inter consortia informeront les communautés affectées sur les activités conduites dans le cadre du PDU. De ce fait, les leaders d'opinion, les autorités religieuses ou traditionnelles et les organisations ou représentants de la société civile constituent des cibles spécifiques ou privilégiées dans le cadre de certaines communications et/ou plaidoyers et messages ou outils pour toucher un public plus large.
- **Les autorités nationales et services publics déconcentrés** : Les autorités sont les premières responsables en matière d'accès humanitaire, de protection (assistance) et d'accès aux services sociaux de base et sont les garants de la cohésion sociale. Leurs représentants locaux sont l'émanation du pouvoir décisionnel du pouvoir central. Elles sont responsables de l'administration du territoire, la gestion des services sociaux au niveau local et jouent un rôle primordial dans les actions humanitaires. Elles constituent de ce fait des partenaires privilégiés pour les actions de plaidoyer et de communication.
- **Les médias / journalistes** : les médias ont besoin d'informations claires et simples mais aussi diffusables, provenant de sources fiables et illustrant les besoins et les défis, répondant à l'intérêt de leur public.
- **Les Partenaires Techniques et Financiers** : Les membres de l'inter consortia informeront de façon régulière les PTF sur le contexte, l'avancement de la mise en œuvre du programme PDU et éventuellement sur les gaps. Cela leur permettra de définir des stratégies de coopération coordonnées et adaptées, de suivre la situation / la diversité du contexte et son évolution et de sensibiliser les décideurs sur les besoins et les gaps de la réponse à couvrir.
- **Les ONG / les agences UN et leurs personnels** : Les organisations / agences / programmes recevront régulièrement un aperçu global de la situation humanitaire, les besoins, la réponse et les gaps. Ils seront mobilisés pour porter les messages de plaidoyer et de communication auprès du grand public.

V- STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE PLAIDOYER ET DE COMMUNICATION

5.1. Volet plaidoyer

5.1.1. Approches

La stratégie de plaidoyer du programme s'articulera autour des actions de lobbying, de coordination à travers la participation aux cadres stratégiques, de renforcement de capacité et de recherche-action.

En termes de lobbying la cellule de l'inter consortia et les consortia s'investiront à être de façon constante en relation avec les alliés des actions des plaidoyers parmi lesquels le PTF qui pourront influencer les décisions politiques et stratégiques.

Pour ce qui concerne la coordination, l'inter consortia participera et encouragera les membres des consortia à être actifs dans les différents cadres de concertation et dialogue. Des notes de positionnement seront produites pour alimenter ces différents cadres.

Des recherches (Etude comparative entre HEA et RSU...) et études seront conduites pour mieux étayer les positionnements et les argumentaires de plaidoyer.

Un accent sera mis sur la formation et l'accompagnement des autorités, des communautés et les membres des consortia pour les outiller à mieux porter les messages des plaidoyers. Pour ce faire les consortia seront exhorté à former les membres des consortia dans l'élaboration des messages de plaidoyer et les techniques de plaidoyer.

Et enfin avec l'appui de ressources en communication des consortia, des campagnes de sensibilisation et d'information pour le changement de comportement seront organisées lors des évènements clés (la journée internationale de l'action humanitaire, le mois de la solidarité etc.)

5.1.2. Messages

Accès humanitaire : L'insécurité a provoqué le déplacement de **386 454 personnes** en mai 2021 (*Source : OCHA*) les plongeant dans une vulnérabilité et amenuisant davantage les moyens d'existences déjà précaires des populations hôtes. La présence des groupes armés non étatiques dans les zones du PDU limite l'accès aux services sociaux de base et l'apport de l'aide humanitaire. Pour permettre aux personnes vulnérables d'accéder à l'aide humanitaire et aider à soulager les souffrances de ces populations dans les zones du Programme de Développement d'Urgence, il est impératif que les décideurs sous le leadership du Ministère en charge de la Santé et du Développement Social facilitent la mise en œuvre des recommandations et orientations issues du cadre national (CMCoord, INSO, clusters, sous clusters).

Intégration des ménages pauvres dans le RSU : À 47,2 % entre 2011 et 2015 du fait de la crise sécuritaire, le taux d'extrême pauvreté a baissé à 42,3 % en 2019 grâce à l'exceptionnelle production agricole depuis 2014. Les crises sanitaire, sécuritaire, sociale, et politique de 2020 ont entraîné une augmentation de 5 % de la pauvreté, soit 47,3% des ménages vivent dans la précarité (*Source : Banque mondiale, Mali présentation, Avril 2020*). Pour lutter contre cette précarité et poser les bases d'une résilience, le PDU à travers ses ONG partenaires apporte un soutien aux ménages vulnérables ciblés avec l'approche « Analyse de l'Economie des Ménages (HEA) » pendant la période de soudure. La prise en compte de ces ménages après l'intervention du PDU dans le programme des filets sociaux améliorerait durablement leur résilience. Il est capital que les acteurs sous l'impulsion du Ministre de la santé et de l'économie solidaire prennent une décision pour intégrer les ménages n'ayant pas changé de catégorie socioéconomique (après le PDU) dans le Registre Social Unifié.

Elaboration d'une stratégie de cohésion sociale : Les violences inter et intra-communautaires et les attaques armées contre les populations, les villages et les infrastructures publiques continuent de porter atteinte à la protection des civils et de

causer de nombreuses pertes en vies humaines. Au total, 443 civils ont été tués entre janvier et mai 2020. (Source : OCHA) au Mali. Les conséquences de l'insécurité sur les populations civiles suscitent de vives inquiétudes dans le nord et le centre du pays » ; Juillet 2020). Le vivre ensemble, la tolérance, la paix, qui, jadis constituaient l'identité de notre nation se voient de plus en plus dégradés. Cet état de fait entrave la bonne marche de toutes actions de développement entreprises. Plusieurs acteurs œuvrent pour renforcer la cohésion sans directive, approche ou stratégie harmonisées. Pour orienter les actions et aboutir à une paix durable les acteurs sous le leadership du Ministère en charge de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale doivent œuvrer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie nationale de cohésion sociale.

Retour des autorités communales et services techniques : L'absence des autorités communales et des services techniques dans les zones d'intervention du PDU a considérablement réduit la chance des populations vulnérables à accéder à l'aide humanitaire. Pour plus de contrôle de la qualité et la coordination étatiques des actions de cette aide, il est primordial que des décisions fortes soient prises par le chef du gouvernement avec l'accompagnement des partenaires pour faciliter le retour des autorités communales et des services techniques dans les zones d'intervention du PDU.

5.2. Volet communication

5.2.1. Approches

Visibilité des actions du PDU : Ce plan de communication aura un minimum d'activités pour la visibilité du PDU et des membres des consortia. Ces activités prendront en compte la collecte des informations auprès des membres des consortia tels que les articles sur les bonnes pratiques, les cas de succès et de leçons apprises qui seront partagées à travers différents canaux de communication.

En vue de donner une dimension nationale et internationale aux interventions, le PDU et les membres des consortia collaboreront avec les médias (TV, presse écrites, média en ligne) pour la promotion des activités. Pour chaque activité un plan média et de diffusion sera élaboré. Ces actions viseront aussi la redevabilité du PDU vis-à-vis du bailleur.

Relations publiques & Médias : Dans le cadre des relations publiques, le PDU travaillera avec les médias nationaux afin de communiquer sur les questions prioritaires afin d'attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale. Un répertoire de médias sera établi et la collaboration avec ces médias permettra de soutenir les actions et l'atteinte des objectifs de plaidoyer. Les actions ciblées pourront être l'organisation de conférences et de points de presse, le partage de communiqués de presse et de notes de positionnement, ou encore des visites de terrain.

Communication pour le Changement de Comportement : Le PDU et les membres du consortium travailleront à établir un plan d'action visant le changement de pratique et de politique à travers des campagnes de sensibilisation et d'information des populations et des acteurs. Ils travailleront avec les médias classiques (TV, presse écrite, les radios de proximité...), les communicateurs traditionnels. Avec l'émergence des médias sociaux, le

PDU et les membres utiliseront les réseaux sociaux afin d'amplifier les messages. Les célébrations des journées commémoratives seront mises à profit pour des actions de sensibilisation de masse.

5.2.2. Canaux et supports

Diffusion de Bulletins d'information : Le bulletin d'information sera un bon outil de communication pour le PDU. Il permettra de garder les acteurs informés sur les actions menées par les membres des consortia principalement dans la mise en œuvre des programmes.

Diffusion de Rapport périodique : Le rapport périodique sera un outil essentiel pour le partage des résultats obtenus dans la mise en œuvre des actions du PDU. Une version synthétique sera élaborée et diffusée (en version hard et soft) en interne et en externe.

One pager et dépliant : Le « One pager » et le dépliant sont des supports synthétiques d'information des partenaires/ acteurs. Le PDU concevra une fiche d'information en version électronique ou imprimée. Ces outils pourront aussi être utilisés pour informer sur des thématiques spécifiques d'intervention. La conception se fera avec la contribution de tous les membres de l'inter consortia.

Diffusion de Cas de succès : Le cas de succès est un support important pour tous les bailleurs car il informe, comme son nom l'indique, sur les succès engrangés lors de la mise en œuvre des actions. C'est le meilleur moyen de démontrer comment l'organisation à travers ses interventions change la vie des communautés. Le PDU utilisera les cas de succès des membres pour faire la promotion des actions.

Affiches / posters / Kakemonos : Les affiches, posters et kakemonos sont des supports promotionnels qui seront utilisés au sein du bureau et lors des événements. Ils pourront diffuser des messages, informer sur des programmes, ou présenter des succès spécifiques.

Vidéos : Les vidéos constituent un bon moyen de communication. Elles pourront être utilisées dans le cadre de la communication du PDU pour informer sur les réalisations des membres ou les problématiques majeures et les cas de succès. Les vidéos prendront la forme de magazines, de publi reportage. Elles auront plus d'impact de par le caractère vivant. Les membres du PDU capitaliseront tous les contenus vidéo pertinents tout au long de la mise en œuvre des activités afin de faciliter la réalisation de vidéos spécifiques.

Communiqués & articles de presse : Les communiqués et articles de presse sont des supports très souvent utilisés. Ils permettront d'informer sur les événements récents, d'informer sur le positionnement du PDU par rapport à une question donnée. Ces supports seront utilisés dans le cadre des actions de plaidoyer et de communication.

Contenu digital : Le contenu digital sera utilisé pour les réseaux sociaux. Ils sont courts et concis et dans la majeure partie des cas ont pour objectif la mobilisation autour d'une action de campagne d'information et de sensibilisation pour le changement des pratiques et des politiques.

VI- ACTIVITES DE COMMUNICATION ET DE PLAIDOYER

6.1. Activités de Plaidoyer

Tableau 3: Activités de Plaidoyer

Activités	Responsables	Budget estimatif 2021
Mise en place et animer une plateforme d'échanges des chargés de la sécurité et de l'accès des membre de l'inter consortia (budget dispo)	Inter consortia	1 500 000 F CFA
Analyse comparative des méthodes de ciblage (PMT, HEA)	Inter consortia	5 000 000 F CFA
Elaboration d'une note de positionnement sur l'analyse comparative du ciblage (PMT, HEA) -	Inter consortia et consortia	500 000 F CFA
Rencontre de partages des résultats de l'analyse comparative avec les autorités centrales, communales et services techniques en charge du RSU	Au niveau central : Inter consortia Budget Niveau déconcentré : consortia	2 000 000 F CFA
Elaboration et partage d'un document de positionnement des membres des consortia sur la cohésion sociale.	Inter consortia et consortia	1000 000 F CFA
Impulsion de la mise en place d'un groupe de suivi de l'opérationnalisation de la stratégie de cohésion sociale	Inter consortia et consortia	600 000 F CFA
Vulgarisation de la stratégie de cohésion sociale	Consortia	3 000 000 F CFA
Réalisation d'une étude sur la présence des autorités communales et services techniques dans les zones du PDU	Inter consortia Consortia	5 000 000 F CFA
Rencontre de plaidoyer avec les autorités et les leaders communautaires sur l'importance des rôles et responsabilité des services techniques dans l'action humanitaire Au niveau central : Inter consortia Budget Niveau déconcentré : consortia	Inter consortia	4 000 000 F CFA
Organisation des dialogues communautaires pour restaurer la	Consortia	2 500 000 F CFA

confiance entre l'état et les communautés
Budget à voir avec les consortia

6.2. Activités de Communication

Tableau 4: Activités de Communication

Activités	Responsables	Budget estimatif 2021
Organisation des conférences de presse autour de la problématique liée à l'accès des populations	Inter consortia	1 500 000 F CFA
Edition et partage de note de positionnement sur les questions d'accès, de résilience et de cohésion sociale	Inter consortia	600 000 F CFA
Réalisation de Visites de terrain avec les journalistes autour des programmes des ONG membres et sur les défis humanitaires.	consortia	2000 000 F CFA
Production et diffusion de contenu audiovisuel sur la problématique de l'accès humanitaire	consortia	2 000 000 F CFA
Formation des acteurs locaux (Communicateurs traditionnels, agents de radio,) sur les problématiques d'accès humanitaire et de Cohésion sociale.	Consortia	1 500 000 F CFA
Organisation d'un atelier de définition d'une campagne de sensibilisation avec les différents acteurs.	Inter consortia	1 000 000 F CFA
Organisation de campagne de sensibilisation et d'information à travers les radios de proximités, les réseaux sociaux, les communicateurs traditionnels etc.	Inter Consortia	5 000 000 F CFA
Production et diffusion des contenus audiovisuels (cas de succès, banque de photos, vidéos etc.)	Inter Consortia et Consortia	2 500 000 F CFA
Production de dépliant/one pager d'information	Inter consortia	1500 000 F CFA

Production de support promotionnel (Kakémonos, affiches etc.)	Consortia	3 000 000 F CFA
---	-----------	-----------------

VII- FINANCEMENT

La Cellule inter consortia ne met pas en œuvre des activités et n'interagit pas directement avec les communautés. Pour les actions de communication et de plaidoyer qui doivent être conduites auprès des acteurs locaux (bénéficiaires, agents de l'état, élus locaux, ONG et sociétés civil etc.) la Cellule va s'appuyer sur les consortia membres de l'inter consortia PDU

VIII- PLAN OPERATIONNEL

8.1. Composante plaidoyer

Tableau 5: Plan Opérationnel (Composante Plaidoyer)

Activités	Responsables de mise en œuvre	2021		2022		2023		2024	
		S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
D'ici fin 2024, les initiatives du gouvernement améliorent l'accès humanitaire dans les zones d'intervention des consortia									
Intégration des cadres de dialogue et de concertation sur l'accès humanitaire	Coordinateurs consortia								
Mise en place et l'animation d'une plateforme d'échanges des chargés de la sécurité et de l'accès des membre du l'inter consortia	Inter consortia								
Faire un Etat de lieu sur l'accès humanitaire (rencontre avec les chargés sécu et l'indice de capacité de mise en œuvre)	Inter consortia								
Développement d' une note de plaidoyer sur l'accès humanitaire	Inter consortia								
Rencontre de partage de la note de plaidoyer avec les autorités nationales, communales et coutumières.	Coordinateurs consortia								
D'ici fin 2024, Au moins 80% des ménages ciblés avec la méthode HEA sont pris en compte dans le RSU									
Elaboration d'un protocole de Collaboration avec la DNDSES	Inter consortia								

Activités	Responsables de mise en œuvre	2021		2022		2023		2024	
		S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
Analyse comparative des méthode de ciblage (PMT, HEA)	Inter consortia								
Elaboration d'une policy brief sur l'analyse comparative du ciblage (PMT, HEA) -	Inter consortia								
Rencontre de partages des résultats de l'analyse comparative avec les autorités centrales, communales et services techniques en charge du RSU	Consortia								
Le gouvernement du Mali élabore un plan/stratégie nationale de renforcement de la cohésion sociale et la promotion du dialogue dans la résolution des conflits d'ici fin 2024									
Intégration participation active du comité en charge de l'élaboration de la stratégie nationale de cohésion sociale	Inter consortia Consortia								
Elaborer et partager avec le comité en charge de l'élaboration de la stratégie un document de positionnement des membres des consortia sur la cohésion sociale	Inter consortia								
Impulser la mise en place d'un groupe de suivi de l'opérationnalisation de la stratégie de cohésion sociale	Inter consortia								
Vulgarisation de la stratégie de cohésion sociale	Consortia								
D'ici 2024, le gouvernement du Mali entreprendra des actions pour faciliter le retour progressif des Autorités communales et les services techniques.									
Faire une étude sur la présence des autorités communales et services techniques dans les zones du PDU	Inter consortia								

Activités	Responsables de mise en œuvre	2021		2022		2023		2024	
		S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
Production d'une note de positionnement sur la valeur ajoutée des autorités locales dans la coordination/contrôle de l'action humanitaire	Inter consortia								
Rencontre de plaidoyer avec les autorités et les communautés sur l'importance des rôles et responsabilité des services techniques dans l'action humanitaire	Consortia								
Organisation des dialogues communautaires avec les communautés pour restaurer la confiance entre l'état et les communautés	Points focaux com et plaidoyer des consortia								

8.2. Composante communication

Tableau 6: : Plan Opérationnel (Composante Communication)

Activités	Responsables de mise en œuvre	2021		2022		2023		2024	
		S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
D’ici 2024 l’intérêt de la communauté nationale, internationale y compris les médias est accru autour de la problématique liée à l’accès des populations vulnérables au niveau des zones d’intervention du PDU									
Création d’un répertoire des médias nationaux et internationaux	Inter consortia								
Organisation des conférences de presse au tour de la problématique liée à l'accès des populations	Réfèrent com et plaidoyer Inter consortia								
Edition et partage de note de positionnement sur les questions d'accès, de résilience et de cohésion sociale	Points focaux com et plaidoyer inter consortia et consortia								
Réalisation Visite de terrain avec les journalistes autour des programmes des ONG	Points focaux com et plaidoyer des consortia								

Activités	Responsables de mise en œuvre	2021		2022		2023		2024	
		S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
membres et sur les défis humanitaires									
Production et partage de communiqués de presse sur la problématique de l'accès humanitaire	Points focaux com et plaidoyer inter consortia et consortia								
Production et diffusion de contenu audiovisuel sur la problématique de l'accès humanitaire	Points focaux com et plaidoyer inter consortia et consortia								
D'ici 2024 des actions d'information et de sensibilisation à l'endroit des populations, des acteurs, y compris des parties prenantes aux conflits améliorent l'accès des populations vulnérables vivant dans les zones du programme									
Formation des acteurs locaux (Communicateurs traditionnels, agent de radio,) sur les problématiques d'accès humanitaire et de Cohésion sociale	Consortia								
Organisation d'un atelier de définition d'une campagne de sensibilisation avec les différents acteurs	Consortia								
Organisation de campagne de sensibilisation et d'information à travers les radios de proximités, les réseaux sociaux, les communicateurs traditionnels etc.	Consortia								
D'ici 2024, les apports du PDU aux politiques nationales de résilience et de cohésion sociale et les effets/impacts des actions menée sont connues des partenaires extérieurs et du grand public									
Production et diffusion des bulletins d'information sur les activités des membres de l'inter consortia	Inter consortia								
Production et partage des rapports d'activités	Consortia et Inter Consortia								

Activités	Responsables de mise en œuvre	2021		2022		2023		2024	
		S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
Production et diffusion des contenus audiovisuels (cas de succès, banque de photos, vidéos etc.)	Consortia Et Inter consortia								
Production de dépliant/one pager d'information	Inter consortia								
Production de support promotionnel (Kakémonos, affiches etc.)	Consortia et Inter Consortia								

IX- SUIVI ET EVALUATION

9.1. Indicateur de performance de la composante Plaidoyer

Tableau 7: Indicateur de performance de la composante Plaidoyer

Indicateurs de performance	Cibles
Nombre de participation aux cadre de concertation ou de dialogue	02
Nombre de suggestions partagés lors des cadres des concertation	03
Nombre de recommandation issus de rencontre des responsables sécurité de l'inter consortia	02
Nombre de personne renforcé sur la technique d'élaboration des messages de plaidoyer	15
Existence d'un protocole de Collaboration entre IC et la DNDSES	01
Nombre de cluster ou rencontre participés avec la DNDSES	04
Nombre de supervision réalisé avec la DRDSES	05
Nombre de recommandations des consortia prise en compte dans la stratégie de cohésion sociale	01
Nombre de participation aux cadre de concertation sur la cohésion sociale	01
Document de positionnement	01
Existence du groupe de suivi de la mise en œuvre de la Stratégie de cohésion sociale (SCS)	01
Nombre de réunion sur le suivi de la SCS	02
Nombre d'agents formés	10
Nombre de sensibilisation réalisées sur le rôle et responsabilité des services techniques	03
Nombre de dialogue communautaire réalisé	02

9.2. Indicateur de performance de la Composante Communication

Tableau 8: Indicateur de performance de la Composante Communication

Indicateurs de performance	Cibles
Nombre de conférence de presse	02
Nombre de note de positionnement	01
Nombre de visite terrain	01
Nombre de communiqué de presse	02
Nombre de contenu audiovisuel	01
Nombre d'acteurs formés	10
Nombre d'acteurs sensibilisés	25
Nombre de campagnes organisées	02
Nombre de bulletin produits	03
Nombre de rapport partagés	03
Nombre de dépliant/one page	400
Nombre de support	5